International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 637 | avril 2022

SOMMAIRE

- Projet mondial sur les maladies animales et programmes américains de lutte contre le changement climatique
- L'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur de la viande et de l'élevage
- La viande fait son retour dans la cuisine des Américains

Projet mondial sur les maladies animales et programmes américains de lutte contre le changement climatique

Le 15ème webinaire de l'OIV sur les Perspectives économiques a porté sur le programme «L'impact mondial des maladies animales» (Global Burden of Animal Diseases, GBADs), ainsi que sur l'explication des programmes du ministère américain de l'Agriculture (USDA) visant à encourager les pratiques agricoles intelligentes face au climat. Ce webinaire a également été l'occasion de faire brièvement le point sur les derniers développements dans le monde liés à la crise ukrainienne et ses conséquences pour l'agroalimentaire et les échanges à l'échelle mondiale.

La majorité des principaux pays producteurs y était représentée et les participants ont répondu, à la fin du webinaire, aux questions de l'enquête sur la situation actuelle et les perspectives. À la dernière question, 71% des participants ont répondu qu'ils estimaient que la crise ukrainienne allait détourner l'objectif prioritaire visant la durabilité pour s'orienter vers la sécurité alimentaire et la maximisation de la production.

Le projet GBADs

Jonathan Rushton est **professeur *d'économie de la santé animale et des systèmes alimentaires à l'université de Liverpool*** au Royaume-Uni et directeur général du projet GBADs. Il s'agit d'un partenariat entre l'université de Liverpool et l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) qui bénéficie de financements par la Fondation Bill et Melinda Gates et le gouvernement britannique, ainsi que de contributions supplémentaires du gouvernement australien et de la Commission européenne. Il ne doit pas être confondu avec la charge mondiale de morbidité (Global Burden of Disease, GBD).

Des interventions politiques plus efficaces grâce à de meilleures données

Le projet trouve son origine dans le fait que tout investissement réalisé en santé animale ou dans les services vétérinaires a un impact mesurable sur la santé des personnes et l'environnement. De tels investissements nécessitent un référentiel de base décrivant l'impact de la santé et du bien-être animal de manière à justifier et à classer par priorité les ressources allouées et à mesurer les effets des interventions. Le projet GBADs est motivé par le désir des éleveurs, des consommateurs et de l'environnement de bénéficier:

- de ***Plans d'investissement*** garantissant l'existence de systèmes de santé animale adéquats
- de ***Ressources allouées*** aux problèmes qui affectent le plus leur santé et leur bien-être
- d'une ***Évaluation*** des investissements réalisés en santé animale pour s'assurer qu'ils produisent des résultats pour la société.

Cela est particulièrement important pour les pays en développement, où des centaines de millions de producteurs pauvres n'ont pas accès aux services et aux technologies de santé animale. La lutte contre ces problèmes intervient également alors que des milliards de personnes ont une alimentation déficiente en micronutriments et en protéines et que des pressions s'exercent pour que les producteurs gèrent l'environnement et les écosystèmes naturels.

Un projet interdisciplinaire impliquant des compétences économiques et vétérinaires

Le projet est interdisciplinaire; il exige un éventail de compétences scientifiques, économiques et vétérinaires. Parce qu'il couvre les systèmes d'élevage dans le monde entier, il nécessite également une grande quantité de données et de renseignements de base sur les cheptels, les systèmes de production, les calculs de biomasse, les maladies animales, les interventions en matière de santé animale et bien d'autres choses encore.

Le projet a mis en place un cadre analytique simple (voir Fig. 1) dont le point de départ est les cheptels par pays et leurs valeurs associées. Il procède ensuite à l'identification de la situation zoosanitaire du pays/des espèces concernés en comparant la situation réelle à la situation idéale afin d'identifier les pertes associées à la santé animale. Après décomposition des données relatives aux pertes sanitaires en composantes distinctes, il procède enfin au calcul de l'impact des pertes associées à la santé animale sur l'économie et à l'identification des parties prenantes les plus touchées.

L'Asie se démarque par son importance vitale

Le projet s'est attaché à

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

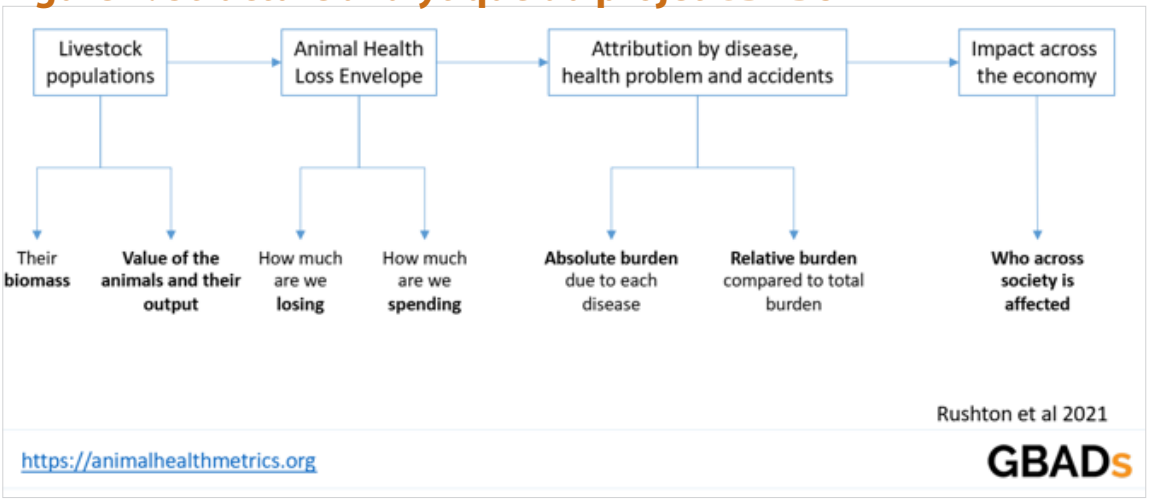
Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

Figure 1. Structure analytique du projet GBADs



rassembler les calculs de biomasse pour les différentes espèces. Il fournit également une estimation de la valeur économique de l'élevage. Cela permet ensuite de calculer les valeurs des actifs et de production pour le secteur de l'élevage. Si ces chiffres sont ventilés par région, c'est l'importance dominante de l'Asie qui ressort car elle représente plus des deux tiers des valeurs mondiales des actifs et de la production. En complément des travaux sur la biomasse et la valeur économique, le projet collecte des données sur différents systèmes de production animale et l'équipe élabore une classification des différents systèmes.

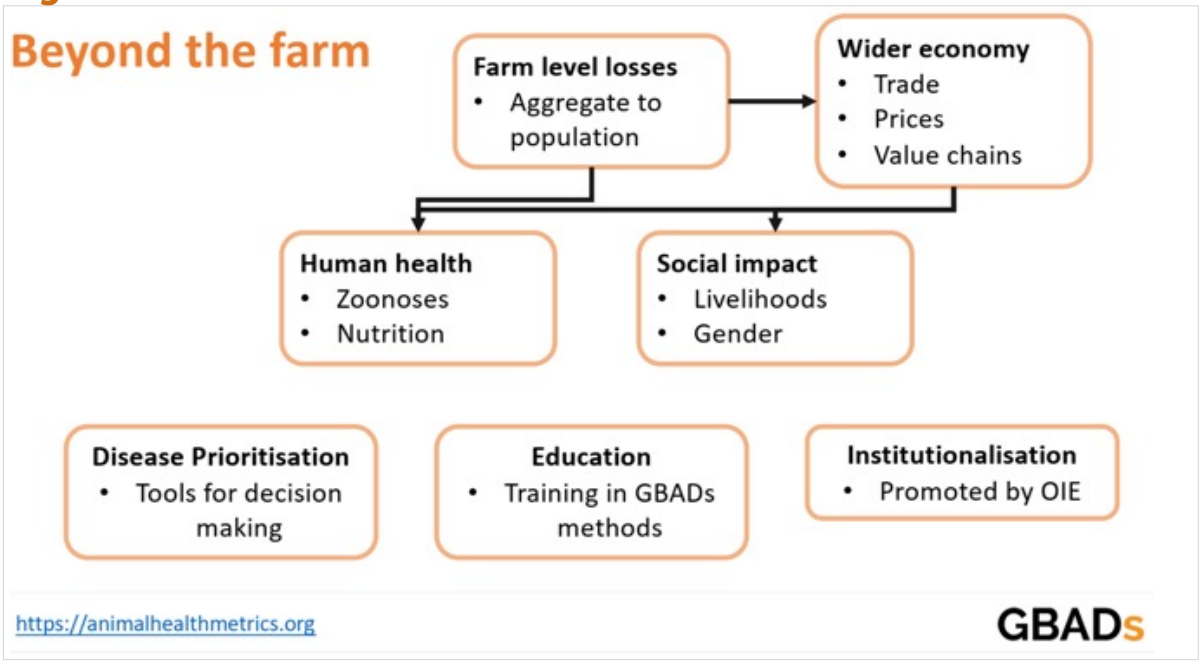
Modélisation pour déterminer les facteurs clés

Afin de comprendre plus précisément les raisons des pertes associées à la santé animale et des baisses de productivité, l'équipe effectue une modélisation pour analyser les différents intrants, la croissance et la fertilité, et tous les risques qui ont un effet sur la mortalité. Parmi les autres facteurs, citons les pertes planifiées et non planifiées et une série de résultats secondaires. Tout cela permet à l'équipe de mieux comprendre le poids des maladies. En outre, elle tente de regrouper les maladies animales en catégories transmissibles et non transmissibles et recueille des données qui aident à justifier la faible productivité.

À titre d'exemple, l'équipe du projet GBADs a cartographié les divers facteurs liés au taux moyen de mortalité des agneaux de 35,8 % en Australie; des maladies diverses, des forces externes et d'autres facteurs ont été énumérés, et des tentatives ont été faites de quantifier la pondération des facteurs spécifiques. Une fois ces éléments reproduits par pays/espèce/maladie animale, il en ressort une évaluation globale des incidences économiques plus larges, ainsi qu'une base pour classer par priorité les actions spécifiques. (Voir Figure 2)

Les premiers bénéficiaires du projet GBADs sont les ministères de l'Agriculture et les directeurs des services vétérinaires des 182 États membres de l'OIE; Jonathan a toutefois souligné l'importance que l'équipe attachait à travailler en étroite collaboration avec le secteur privé - tant les grandes entreprises que les PME - ainsi qu'avec les plateformes multipartites, les ONG, les

Figure 2. Au-delà de la ferme



consommateurs et les éducateurs.

Des études de cas par pays sont réalisées en Éthiopie et en Indonésie et des travaux sont également en cours dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique latine. Ils ont créé un Centre collaborateur de l'OIE pour l'économie de la santé animale en Europe (groupement de l'université de Liverpool, l'université d'Utrecht et l'Institut vétérinaire norvégien) et espèrent en établir d'autres partout dans le monde.

L'équipe du projet GBADs désireuse de travailler avec l'OIV

L'équipe du projet GBADs considère l'OIV comme un partenaire «essentiel et stratégique». Elle aimerait, dans un premier temps, discuter de ses besoins spécifiques en matière de données pour le travail d'analyse, tout en comprenant la disponibilité des données de l'OIV. Par la suite, elle aimerait parvenir à un accord sur les synergies entre le projet GBADs et l'OIV – et, éventuellement, s'orienter vers la création d'un partenariat stratégique.

Actuellement, le projet GBADs compte environ 50 personnes travaillant dans différentes parties du monde. Pour résumer sa mission, le programme GBADs «mesurera pour améliorer» la santé animale aux niveaux local, national et mondial. Il vise à:

- fournir des informations en vue de plans d'investissement fondés sur des données probantes pour les services vétérinaires;
- permettre l'affectation de ressources pour résoudre les principaux problèmes sociaux, économiques et environnementaux – renforçant les résultats liés aux performances des services vétérinaires;
- soutenir une évaluation de haute qualité des investissements existants en santé animale pour démontrer la valeur des services vétérinaires.

Aperçu du changement climatique selon le ministère américain de l'Agriculture

Un aperçu des activités de l'USDA en matière de changement climatique a été donné par ***William Hohenstein, directeur de l'Office of Energy and Environmental Policy (OEEP, Bureau de la politique de l'énergie et de l'environnement) de l'USDA, au sein du Bureau de l'économiste en chef***, conjointement avec ***Kathryn Zook, analyste principale de programme de l'OEEP.***

Les travaux de l'USDA sur le changement climatique ont commencé il y a vingt ans. L'administration Biden lui ayant accordé une haute priorité, les douze derniers mois ont été une période d'intense activité, avec notamment la ré-adhésion à l'Accord de Paris, qui joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de l'Engagement mondial sur le méthane et la participation à d'autres initiatives internationales et nationales. En ce qui concerne les développements intérieurs, le Bureau a intégré des politiques «respectueuses du climat» à pratiquement tous les niveaux d'activité de l'USDA.

Objectifs de l'OEEP en matière de changement climatique

L'OEEP a été chargé de mettre en œuvre une stratégie d'agriculture et de foresterie intelligente face au climat (Climate-Smart Agriculture and Forestry Strategy, CSAF) comprenant sept objectifs, à savoir:

- préparer l'USDA à quantifier, suivre et rapporter les avantages de la stratégie CSAF;
- élaborer une stratégie CSAF qui fonctionne pour les agriculteurs, les éleveurs, les propriétaires forestiers et les collectivités;
- tirer parti des programmes existants de l'USDA pour soutenir la stratégie CSAF;
- renforcer l'éducation, la formation et l'assistance technique;
- soutenir de nouveaux et meilleurs marchés pour les produits générés par la stratégie CSAF;
- élaborer une stratégie de résilience des forêts face aux incendies;
- améliorer la recherche.

Augmentation de quarante pour cent des digesteurs anaérobies depuis 2018

L'OEEP cherche à améliorer l'orientation de ses recherches et sa compréhension des tendances actuelles en renforçant considérablement sa collecte de données. En ce qui concerne les domaines qui intéressent le plus le secteur de l'élevage, l'OEPP se concentre sur l'étude des émissions provenant de divers systèmes de gestion du fumier; surveille les conséquences de la progression de 40 % de la digestion anaérobie depuis 2018 et en évalue les bénéfices; examine la fermentation entérique en relation avec les additifs alimentaires et la composition de l'alimentation animale; et évalue les moyens efficaces de réduire les émissions par unité de production – en tenant compte des soins vétérinaires, de la santé animale et de l'amélioration de la productivité.

Il relie l'ensemble de ce travail aux programmes existants en faveur des agriculteurs et veille à ce que les initiatives et les technologies à plus grande échelle ne soient pas laissées pour compte. Dans le domaine de la commercialisation, il travaille avec les programmes de prélèvement applicables au secteur de la viande et à d'autres secteurs, les aidant à mettre en évidence les bienfaits environnementaux de leur production. Il s'attache également à encourager une meilleure gestion des risques.

Participation des agriculteurs américains à la nouvelle initiative d'Agriculture intelligente face au climat

Par ailleurs, l'USDA introduit actuellement une initiative en faveur de la participation des agriculteurs aux marchés privés par le biais du Partenariat pour les produits de base intelligents face au climat. Le Partenariat s'appuie sur les preuves évidentes de la demande du marché pour les produits de base utilisant des pratiques intelligentes face au climat. Il s'agit d'un nouveau programme de 1 milliard USD conçu pour tirer parti de la demande du marché et créer de nouvelles sources de revenus pour les producteurs. Au cours de la consultation qui a suivi l'annonce de l'initiative, les thèmes suivants ont émergé:

- Rechercher de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés

- Créer des partenariats
- Créer des programmes volontaires et basés sur des incitations
- Mettre en oeuvre des stratégies dirigées par des agriculteurs, des éleveurs et des propriétaires fonciers
- Favoriser l'accès aux petits producteurs et/ou producteurs défavorisés
- Encourager l'adoption précoce de l'initiative.

La subvention de 1 milliard USD vise le financement de projets pilotes. Les demandes de financement par le Partenariat doivent être déposées avant le 6 mai pour les propositions comprises entre 5 et 100 millions USD et avant le 10 juin pour les propositions comprises entre 250 000 et moins de 5 millions USD. L'USDA a clairement indiqué ce qu'il recherchait dans les propositions présentées (voir Figure 3 ci-dessous).

Figure 3. Priorités des programmes

Les projets devront:



- **générer des avantages climatiques crédibles,** soulignant la quantification/ mesure des gaz à effet de serre, le suivi et les systèmes de contrôle en faveur des producteurs
- fournir des avantages directs et importants à un segment représentatif des producteurs agricoles, **y compris les petits producteurs et/ou les producteurs traditionnellement défavorisés.**

Les émissions de méthane représentent 10 % de toutes les émissions de GES des États-Unis

Les émissions de méthane représentent 10 % des émissions de GES aux États-Unis et les sources agricoles 39 % de celles-ci. La fermentation entérique et la gestion du fumier représentent 94 % des émissions de méthane agricole, les autres sources étant liées à la riziculture et à la combustion des résidus agricoles dans les champs. L'USDA s'attaque à la réduction de ces émissions en mettant l'accent sur trois axes:

1. ***Soutenir l'adoption de systèmes et pratiques favorisant la réduction des émissions de méthane***. Le Service de conservation des ressources naturelles des États-Unis (Natural Resources Conservation Service, NRCS) joue un rôle de premier plan dans l'adoption de pratiques de réduction du méthane, avec notamment l'amélioration des systèmes de gestion du fumier grâce à des programmes de conservation, l'assistance technique, les subventions et d'autres outils. Il est particulièrement enthousiaste à l'égard des possibilités de changements dans la composition de l'alimentation animale.

2. ***Promouvoir la production d'énergies renouvelables***. Le Service des entreprises et des coopératives rurales (Rural Business Cooperative Service, RBCS) déploie des efforts en matière de gestion du fumier en fournissant des subventions, des prêts et une assistance technique pour soutenir les projets de digesteurs anaérobies. Des marchés prometteurs s'ouvrent pour les gaz naturels renouvelables, en particulier en Californie.

3. ***Améliorer les connaissances de l'USDA sur le méthane***. Les instituts de recherche de l'USDA soutiennent divers projets de recherche qui permettent de mieux comprendre les données scientifiques sur les émissions de méthane, ainsi que l'efficacité des technologies et des solutions de réduction des émissions. Les instituts concernés comprennent le Service de recherche agricole, le Service de recherche économique et l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture, qui à lui seul investit actuellement plus de 15 millions USD dans la gestion du fumier et les projets de recherche, d'éducation et de développement liés au méthane.

Autres sujets débattus lors du webinaire

- **Impact de la crise ukrainienne sur les marchés.** Les pays de l'UE sont particulièrement susceptibles d'être touchés par la baisse des exportations ukrainiennes de céréales fourragères et d'aliments protéinés (à titre d'exemple, 30% des importations espagnoles de maïs provenaient d'Ukraine en 2021). Il existe déjà des signes de tensions au niveau de certains échanges commerciaux de céréales au sein de l'UE; en outre, certains pays importateurs d'aliments pour animaux de l'UE envisagent de ne pas continuer à importer des produits sans OGM en provenance de pays tiers. Dans le même temps, la production de viande porcine de l'UE devrait diminuer de 5 % en 2022, ce qui devrait réduire la demande d'aliments pour animaux.
- **Impact de la crise ukrainienne sur les politiques.** Les questions de sécurité alimentaire devraient revêtir une plus grande importance. Cela pourrait avoir une incidence sur la rapidité avec laquelle l'UE pourrait introduire certaines de ses mesures politiques dans le cadre de la stratégie «De la ferme à la table» et affecter la mise en œuvre prévue des nouvelles mesures de la PAC, qui devraient être convenues d'ici début 2023.
- **La Covid en Chine.** L'augmentation marquée du nombre de cas de Covid en Chine au cours des dernières semaines a suscité des préoccupations croissantes de la part des autorités chinoises. Bien que les restrictions aient été assouplies à Shenzhen, des foyers de contamination sont apparus dans d'autres parties de la Chine. Il pourrait y avoir un impact négatif sur la demande de viande chinoise, la viande importée risquant d'être plus durement touchée en raison d'une plus grande surveillance et d'un dépistage plus poussé de la Covid et de certaines restrictions

sur les ventes de «produits alimentaires de la chaîne du froid» importés.

Vous trouverez ci-après les réponses des participants aux questions de l'enquête posées lors du webinaire

1. Selon vous, quel impact l'évolution actuelle de la situation en Ukraine aura-t-elle sur le commerce mondial de la viande (à court et à long terme)? – *NB: les totaux sont supérieurs à 100, plusieurs réponses pouvant être données.*

Impact majeur à court terme: 50%
Impact mineur à court terme: 29%
Impact majeur à long terme: 21%
Impact mineur à long terme: 39%

2. Selon vous, dans quelle mesure la situation géopolitique mondiale actuelle, les facteurs inflationnistes et les contraintes de main-d'œuvre sont-ils susceptibles d'avoir un impact sur la production de viande bovine et porcine dans les 12 à 24 prochains mois?

Impact majeur: 68 %
Impact mineur: 32 %

3. La situation actuelle est-elle susceptible de détourner les priorités visant la «durabilité» (augmentation des coûts et baisse de la production) pour se porter vers une plus grande attention à la sécurité alimentaire et à la maximisation de la production?

Oui:	71 %
Non:	18 %
Incertain:	11 %

Le prochain webinaire de l'OIV sur les Perspectives économiques est prévu le mardi 10 mai 2022

Nous vous invitons vivement à rejoindre le comité Économie et à assister aux prochains webinaires. Si vous souhaitez nous rejoindre, veuillez contacter la présidente, Erin Borror: eborror@usmef.org

Bob Bansback, Conseil consultatif de l'OIV

L'impact de la guerre en Ukraine sur le secteur de la viande et de l'élevage

Guerre en Ukraine: une onde de choc mondiale. Alors que la mascarade qui est en train de se dérouler sur le terrain en Ukraine devient de plus en plus flagrante, il convient de prendre en considération les répercussions sur la chaîne de valeur mondiale de l'élevage.

La guerre est arrivée à un moment où les bilans d'approvisionnement en produits de base étaient déjà tendus. La demande mondiale commençait à se redresser après deux années de pandémie, les prix du pétrole augmentaient et l'OPEP s'efforçait lentement de réajuster la production pour maintenir l'équilibre. La guerre a provoqué une flambée des prix à 128 USD le baril, avant de se stabiliser autour de 105 USD, ce qui est encore très élevé! Dans le secteur de l'élevage, les coûts des aliments pour animaux étaient déjà élevés, poussés par la forte demande (surtout de la Chine), les inquiétudes concernant les perspectives de récolte pour 2022-2023 et la faiblesse des stocks à l'échelle mondiale.

Pour le système mondial de la viande, la guerre entre la Russie et l'Ukraine est davantage un problème pour l'**approvisionnement en aliments pour animaux et ses conséquences considérables sur les prix mondiaux,** qu'un problème de perturbation de l'offre de viande ukrainienne. L'Ukraine était un exportateur important de volaille (431 086 tonnes en 2020) vers la région MENA, l'Afrique et l'UE-27, mais les volumes d'exportation seront probablement remplacés par des volumes en provenance du Brésil et d'autres pays, sans que le marché ne soit trop perturbé.

Du point de vue russe, la nouvelle

Saisons des plantations en Ukraine:



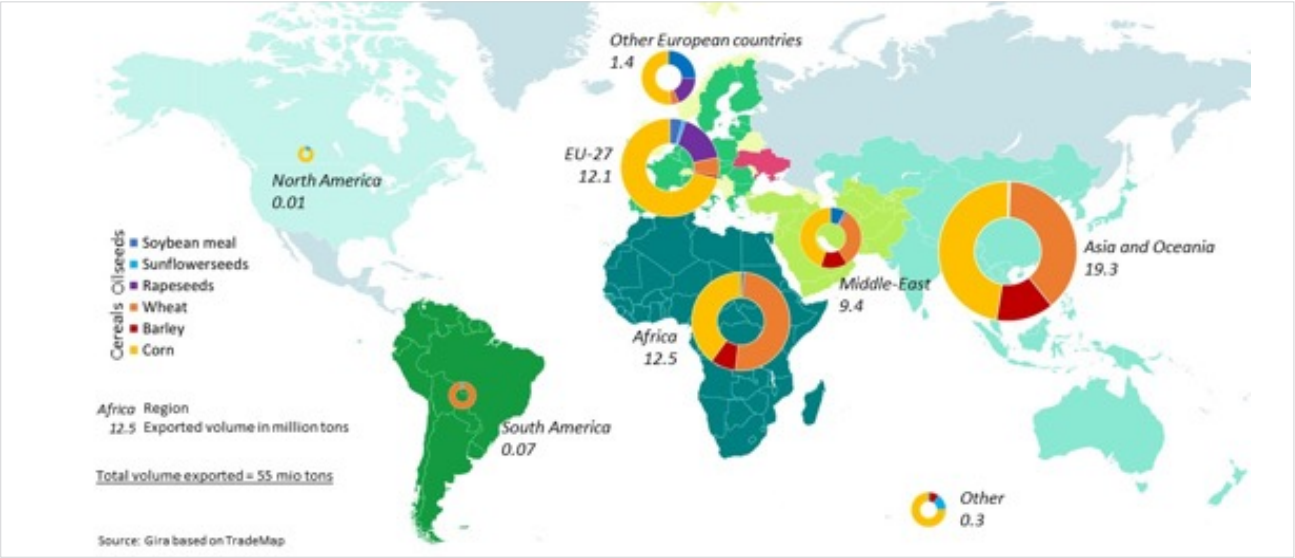
dévaluation du rouble rend ses faibles volumes d'exportation de viande encore plus concurrentiels, et la plupart des destinations principales (Chine, Asie centrale, MENA) devraient continuer d'acheter de la viande à la Russie. Toutefois, la faiblesse de la monnaie et une économie plongée dans la récession devraient entraîner un effondrement des volumes d'importation, ce qui aura une incidence essentiellement sur l'offre de viande bovine des États-Unis.

La perturbation de l'offre de céréales fourragères et l'incidence sur les prix mondiaux constituent la principale préoccupation. La part cumulée des deux pays de la production mondiale est de 14% pour le blé, et de 19% pour l'orge, et l'Ukraine compte pour 31 % des récoltes mondiales de graines de tournesol. La question porte principalement sur le volume probable des récoltes ukrainiennes et sa capacité à exporter cette année et dans les années à venir. Il est probable que la Russie continuera de produire et d'exporter des céréales fourragères à un niveau similaire à celui d'avant, mais avec quelques changements en termes de destinations, car les sanctions et les restrictions bancaires empêchent certains acteurs d'acheter à la Russie.

Les perspectives de l'Ukraine en matière d'alimentation animale sont extrêmement sérieuses. Alors que le blé d'hiver a été semé l'année dernière, la campagne de semis de printemps pour le maïs, le tournesol, l'orge et le colza devrait maintenant battre son plein. Or, comme d'habitude, le facteur temps est extrêmement important. Il se dit qu'à ce jour, les premières plantations se sont bien déroulées. La réorientation de l'effort de guerre russe vers l'Est supprimera certains des obstacles à la plantation dans l'ouest de l'Ukraine.

Cependant, les agriculteurs ukrainiens manquent encore d'intrants, de carburant et de main-d'œuvre, la logistique est fragmentée … et la durée de la guerre est inconnue. Même si 80 % de la superficie consacrée aux semis de printemps sont ensemencés, il semble peu probable

Principales destinations d'exportation des céréales et oléagineux ukrainiens, en millions de tonnes, en 2020



que les rendements moyens puissent être atteints et les rendements des récoltes devraient donc être largement en baisse, sans parler des volumes exportés. Les Russes continuent de bloquer les ports et les infrastructures d'exportation des céréales sont gravement endommagées. Il est peu probable que d'importantes exportations soient réalisées au cours du second semestre de 2022. Quelle proportion du volume cumulé des exportations d'avant-guerre de 55 millions de tonnes de céréales et d'oléagineux l'Ukraine peut-elle produire, a fortiori exporter? Cela ne sera pas le cas sur le marché mondial, comme on peut le voir pour les destinations d'exportation de l'Ukraine d'avant-guerre.

D'autres sources ne permettront pas de combler rapidement ces insuffisances d'approvisionnement. Les rendements des récoltes du premier trimestre 2022 en Amérique du Sud ont été décevants et, bien que les cultures de l'UE aient passé l'hiver de manière satisfaisante, les produits agrochimiques doivent relever des défis en termes de coûts et de disponibilité. La récolte de blé aux Etats-Unis est déjà en proie au stress hydrique et les prévisions pour le Midwest annoncent de la sécheresse.

La Chine a connu deux récoltes décevantes d'affilée, qui n'ont pas été en mesure de répondre aux besoins de la demande croissante en aliments industriels pour animaux – d'où l'augmentation des importations de maïs et de blé, en plus de ses importantes importations de soja. Le niveau record des prix mondiaux des engrais donne à penser que les agriculteurs (même s'ils achètent à terme) appliqueront moins d'engrais pendant la période de végétation de 2022 et peut-être en 2023. Des rendements plus faibles semblent inévitables, à des coûts plus élevés.

Le défi du recouvrement des coûts en hausse des aliments pour animaux, de la main-d'œuvre, du carburant, de l'emballage et du fret, tout au long de la chaîne d'approvisionnement en viande se heurte à deux obstacles majeurs. Les distributeurs se battent pour obtenir une part de marché réduite par la résurgence du secteur de la restauration. Ensuite, le revenu disponible des consommateurs est pénalisé par l'inflation très généralisée des coûts de tous les autres produits achetés et par les gouvernements qui voudront augmenter les impôts pour payer les conséquences de la pandémie.

Il sera difficile d'obtenir des augmentations du prix de la viande acceptables. S'il s'avère essentiel de répercuter la hausse des coûts sur les consommateurs, il en résultera que ceux-ci se tourneront vers des viandes moins chères et, à terme, mangeront moins de viande. Nous le constatons déjà sur un certain nombre de marchés de l'UE. Dans les marchés en développement, les coûts élevés des aliments pour animaux auront des effets plus brusques.

La plupart des marchés ont cessé d'afficher des perspectives positives pour la demande de viande en 2022, l'industrie mondiale visant la rationalisation en prévision d'une nouvelle phase difficile. L'impact de cette guerre continue d'évoluer, avec toutefois des défis de taille en ligne de mire.

Rupert Claxton, directeur du secteur de la viande chez Gira

La viande fait son retour dans la cuisine des Américains

La pandémie a tout changé.

Il n'y a pas si longtemps, le secteur nord-américain de la viande s'inquiétait pour l'essentiel que les consommateurs, en tant que groupe, semblaient perdre les compétences nécessaires pour préparer et cuisiner la viande correctement. Des articles dénonçant la disparition de ce que l'on appelait aux États-Unis des cours d '«économie domestique» dans les établissements secondaires — le genre de cours où les élèves (en particulier les filles) apprenaient à cuisiner — paraissaient à un rythme alarmant.

Ajoutez à cela une énorme augmentation au cours des 30 dernières années des ménages monoparentaux (les parents célibataires n'ont souvent pas le temps d'apprendre à leurs enfants à cuisiner), conjuguée à une explosion des denrées alimentaires à emporter et à passer au micro-ondes — pas besoin de cuisiner! — et il semblait que les compétences culinaires allaient connaître le même sort que les compétences nécessaires pour conduire une diligence.

L'industrie alimentaire dans son ensemble était fortement préoccupée (sauf, bien sûr, les entreprises de transformation de

produits alimentaires), et la filière viande particulièrement inquiète. Préparer et cuisiner convenablement un morceau de bœuf, de porc ou d'agneau chez soi exige des compétences culinaires de base, ainsi que de bonnes connaissances en matière de salubrité alimentaire. Si une nouvelle génération d'adultes s'avérait ne pas avoir ces compétences, les rayons de viande fraîche des supermarchés seraient désertés.

Mais ça, c'était avant. À l'ère de la pandémie, les Américains ont réinvesti leur cuisine et, ce faisant, se sont redécouverts un talent pour cuisiner la viande fraîche.

Vers de meilleures connaissances culinaires?

Le 17ème rapport annuel «The Power of Meat (Le pouvoir de la viande)», publié en mars par la FMI (Food Industry Association, anciennement Food Marketing Institute) et le North American Meat Institute, indique que l'appétence des consommateurs américains à en faveur de la viande est plus élevée que jamais. Le rapport, commente Rick Stein, vice-président de la division Aliments frais auprès de la FMI, montre que les acheteurs «recherchent d'autres façons d'acheter de la viande et de trouver de l'inspiration pour préparer les repas. Les distributeurs s'efforcent constamment d'offrir aux acheteurs un plus large choix au rayon viande et d'améliorer encore les possibilités d'achat en magasin et en ligne.»

Selon le rapport, «En 2020, les consommateurs ont acheté des quantités, marques, types et morceaux de viande et de volaille différents. Par-dessus tout, ils ont acheté plus de viande et de volaille que jamais…» L'étude a révélé que presque tous les ménages américains - 98,5 pour cent - achètent de la viande, une tendance soutenue par une augmentation des ventes en volume de 3,9 pour cent toutes viandes confondues, par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

Selon «The Power of Meat», cette augmentation est due en partie à plusieurs tendances en lien avec la pandémie, notamment la progression du fait-maison, les achats en ligne record et le recours à des sources d'informations numériques pour trouver de nouvelles recettes.

«The Power of Meat» indique que les Américains continueront de prôner le goût, la qualité, le côté pratique et la valeur de la viande tout au long d'une nouvelle année singulière et difficile», a commenté Julie Anna Potts, présidente-directrice générale du Meat Institute basé à Washington, D.C.

Faire moins souvent les courses mais dépenser plus

Selon la revue *Progressive Grocer*, l'étude «The Power of Meat» «a révélé que 74 pour cent des Américains se décrivent comme des mangeurs de viande. Alors que les passages au rayon viande ont légèrement baissé au cours de la dernière année (50,4 passages par client), les clients ont dépensé un peu plus à chaque fois. En réaction à la hausse des prix et aux pressions inflationnistes, les acheteurs mangent moins souvent à l'extérieur et commandent moins de plats, essayant plutôt de recréer l'expérience restaurant à la maison. Ils ont également modifié leurs habitudes d'achat de viande au détail.

Cependant, le volume reste considérablement supérieur aux niveaux d'avant la pandémie pour les viandes fraîches (en hausse de 3,7 pour cent depuis 2019) et les viandes préparées (en hausse de 4,3 pour cent depuis 2019). Le volume de viande bovine fraîche a augmenté de près de 5 pour cent depuis 2019, tandis que le lard a augmenté de 7 pour cent et que les ventes d'agneau frais ont bondi de près de 20 pour cent.»

La forte augmentation des volumes de viande ovine est particulièrement intéressante, dans la mesure où l'on estime traditionnellement que l'agneau est une viande difficile à préparer et à cuisiner correctement. La graisse des morceaux d'agneau est dure — beaucoup plus dure que la graisse de la viande bovine ou porcine — et brûle donc facilement, libérant de mauvaises odeurs. En Amérique, l'agneau est également perçu comme un aliment «ethnique» qui s'harmonise bien avec certains plats européens et du Moyen-Orient, mais pas avec la cuisine américaine standard.

Et bien que la génération de la Seconde Guerre mondiale ait presque disparu, le mouton dur et peu savoureux servi aux GI américains pendant la guerre reste dans les mémoires de millions de familles qui ont renoncé à l'agneau dès que les soldats sont rentrés chez eux. Mais comme l'indique «The Power of Meat», l'agneau peut enfin gagner, ou plutôt retrouver, ses lettres de noblesse, car l'agneau était l'une des viandes les plus populaires présentes sur la table américaine au tournant du 20ème siècle.

Le rapport constate que les Américains prennent aujourd'hui 80 pour cent de leurs repas à la maison, contre 88 pour cent au plus haut de la pandémie en avril 2020, et 57 pour cent mettent de la viande à leur menu quatre à sept fois par semaine. Et la viande est toujours la pièce maîtresse de la grande majorité de ces repas.

Les livres de cuisine sont une bonne chose, mais c'est sur Internet que tout se passe

Le rapport note également que si Internet a radicalement modifié certains secteurs, ce n'est pas le cas avec la viande. Plus que jamais, les consommateurs de viande achètent en ligne - 61 pour cent, contre 39 pour cent en 2019 - et près de la moitié des acheteurs de viande (46 pour cent) achètent régulièrement en ligne. Ainsi que la revue *Progressive Grocer* en déduit de «The Power of Meat», «plus de la moitié des acheteurs de viande (51 pour cent) ont déclaré que les sites Web, les applications et les médias sociaux sont leurs principales sources de conseils pour la préparation de la viande.

Parmi ceux qui recherchent en ligne des conseils et des idées pour cuisiner la viande, 72 pour cent utilisent Google ou un autre moteur de recherche, et 57 pour cent utilisent YouTube. Pinterest, Instagram et TikTok ont une influence particulièrement importante auprès de la génération Z et des millennials: ces plateformes de médias sociaux sont utilisées par environ la moitié des acheteurs de ces tranches d'âge qui y trouvent l'inspiration pour préparer la viande. Par exemple, 53 pour cent de la génération Z trouvent l'inspiration sur TikTok pour cuisiner la viande, contre seulement 4 pour cent des baby-boomers. Quel que soit le profil de l'internaute, les trois premières recherches portent sur le type de viande, les morceaux spécifiques et les méthodes de préparation particulières comme l'utilisation d'une friteuse (Airfryer).»

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*